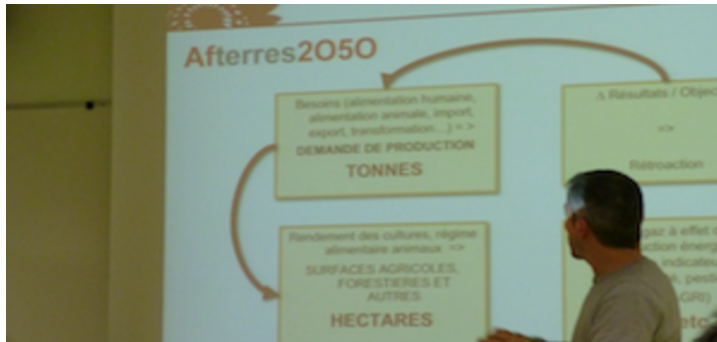


Afterres2050 : étude prospective sur la transition agricole, alimentaire et énergétique en France, à l'horizon 2050



Pour : Solagro

Date : 2009-2011

Partenaires : Fondation pour le progrès de l'Homme

Domaines : Agroécologie Biodiversité / Alimentation / Territoires / Gaz renouvelables

Afterres2050 est un scénario quantifié, à l'échelle de la ferme France. Il répond à une demande de prospective chiffrée et systémique.

Contexte

Pourrons-nous en 2050 :

- nourrir les hommes (plus nombreux), les cheptels, produire de l'énergie, des matériaux de construction, des molécules pour la chimie verte, dans un espace qui devient rare tout en assumant nos engagements pour contenir le changement climatique et s'y adapter,
 - reconquérir la biodiversité,
 - garantir la santé de toutes et tous par une alimentation de qualité ?
- C'est à ces questions que l'étude prospective « Afterres2050 » a voulu répondre.

Objectifs

Déterminer sur des bases objectives et chiffrées dans quelles conditions la France serait en capacité de répondre à l'ensemble des défis : alimentaire, énergétique, climatique, environnemental, ...

Déroulement

Son développement a nécessité la création d'un modèle intitulé MoSUT: «modèle systémique d'utilisation des terres». Cet outil a permis, grâce à la mobilisation de bases de données nationales ou internationales, de quantifier les besoins, les usages, les flux, les productions, et de faire évoluer dans le temps les systèmes - agricoles, alimentaires, énergétiques - en cohérence avec les objectifs visés.

Résultats

Une trajectoire de transition est possible, sans rupture technologique et sociétale avec les techniques et pratiques éprouvées d'aujourd'hui, à condition :

- de modifier notre régime alimentaire avec une assiette beaucoup plus riche en protéines végétales (deux fois moins de viande et de lait)
- de déployer à large échelle les meilleures pratiques agroécologiques, et sylvicoles, tout en révisant nos besoins en énergie, et ressources non renouvelables. Cette trajectoire maintient des flux d'exportations en solidarité avec les populations mises en danger par le changement climatique.

NB : Les résultats 2011 ont été actualisés en 2016, suite aux déclinaisons du scénario dans les 22 ex-régions métropolitaines, et sa mise en débat dans 4 régions volontaires.